



Législatives : les acteurs du logement entre inquiétude et résignation

Les différentes fédérations composant l'Alliance pour le logement, réunies pour les Assises du logement, le 25 juin, ont exprimé leurs inquiétudes quant à la situation du secteur, et à l'incertitude ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale.
Bluebay2014 / Adobestock

Le 25 juin dernier, les principales fédérations du secteur du logement – réunies depuis plusieurs mois au sein de l'Alliance pour le logement – étaient rassemblées pour les Assises du logement. Même s'il était difficile de ne pas s'inquiéter des élections législatives à venir, le contexte du secteur avant même la dissolution n'avait pas de quoi réjouir les professionnels. « Nous oscillons entre être désabusés, ou désespérés, résume Didier Bellier-Ganière, le délégué général de la Fédération des promoteurs immobiliers. Pendant plus de deux ans, c'était l'encéphalogramme plat pour notre secteur. On commençait à avoir un léger frémissement avec le ministre du Logement Guillaume Kasbarian. Il y avait le projet de loi pour le logement abordable. Ce n'était qu'un début mais on allait peut-être commencer à traiter la crise du logement. On va perdre encore beaucoup de temps ».

Emmanuelle Cosse, présidente de l'Union sociale pour l'habitat, est elle aussi très critique : « Avec le gouvernement, soit nous avons le sentiment de ne pas être entendus, soit nous pensions être entendus, mais il ne se passait rien derrière. On ne va pas être naïfs : j'ai beaucoup de mal à croire au mea culpa du Premier ministre, au lendemain de la dissolution, qui a reconnu ne pas être allé assez vite sur la question du logement. En 2022 on nous avait déjà dit qu'on allait faire mieux que durant le premier quinquennat ».

Chiffres toujours en berne

Les derniers chiffres de la construction de logements, publiés le 28 juin, ne sont toujours pas bons (voir encadré). Olivier Salleron, le président de la Fédération française du bâtiment, a annoncé la perte de 40 000 emplois sur une année. « Le projet de loi n'allait pas booster la construction neuve, ni la rénovation. Avant la nouvelle réforme de MaPrimeRenov, 85% des dossiers de demandes de financements étaient bloqués. La bombe sociale a explosé, comme nous le prédisions ».

Pour les mois qui viennent, les acteurs du logement ont compris une chose : il va falloir se débrouiller seuls pour trouver des solutions, miser sur l'innovation, d'autant que l'échéance des élections municipales approche – dans deux ans – et que cette période engendre toujours des ralentissements pour le secteur.

Ils réclament cependant la remise en place d'un outil de type prêt à taux zéro pour les primo-accédants afin de redynamiser le parcours résidentiel et de redonner de l'air au secteur du logement social.

Les collectivités, interlocuteur fiable

Pour Emmanuelle Cosse, il faut sortir de l'immobilisme, et « les collectivités sont un interlocuteur plus fiable pour avancer, elles sont là, elles ont développé des plans de soutien au bâtiment, elles voient la colère sociale. »

Loïc Cantin président de la Fédération nationale des agences immobilières, appelle quant à lui une solidarité de toute la filière logement- construction, une alliance du logement élargie. Vue la faible place accordée au logement dans les programmes des principales formations candidates aux élections législatives, solidarité et innovation



seront en effet incontournables, pour surmonter la crise.

